



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Apurement annuel des régies - Exercice 2018

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2018, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 3 124.94 € concernant 4 régies.

- Régie de recettes du musée Fabre,
- Régie de recettes de la Piscine Poséidon,
- Régie de recettes de la Piscine Jean Vivés,
- Régie de recettes de la Piscine Spilliaert.

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Les quatre régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, à la suite de leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, la Métropole a été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Après analyse, l'écart d'une de ces régies ne résulte pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à ces demandes de remises totales détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis conjoint Ordonnateur / Trésorerie Municipale
Piscine Poséidon	M. BAGHDOUD	1 008,90 €	27 novembre 2018	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Piscine Jean Vivés	M. SAFRI	1 242,60 €	14 mars 2018	Avis favorable à une remise gracieuse totale

Piscine Marcel Spilliaert	M. PEREZ	768,70 €	26 juillet 2018	Avis favorable à une remise gracieuse totale
---------------------------	----------	----------	-----------------	--

- dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2019 au chapitre 933 ;
- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à cette proposition de remise partielle détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis conjoint Ordonnateur / Trésorerie Municipale
musée Fabre	M. MONNIER	104,74 €	19 avril 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 20 €

- dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2019 aux chapitres 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces demandes.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93482-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.